

VŒUX A LA PRESSE

de M. Hervé MORIN,
Président du Nouveau Centre

Mercredi 18 janvier 2012

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et messieurs,

Chers amis.

Je suis heureux de vous retrouver tous ici pour cette cérémonie des vœux. A toutes et à tous, je souhaite une très heureuse année 2012.

Une année de bonheur privé pour vous, vos familles, vos proches, mais aussi, pour nous qui sommes tous des acteurs de la vie publique, une année de bonheur public.

C'est vrai que ça pouvait difficilement commencer plus mal. Présenter ses vœux juste après la perte du AAA, ce n'est pas franchement l'idéal pour garder le moral et cultiver l'optimisme pour les prochains mois.

Souhaiter pour 2012 plus de bonheur public, c'est un peu comme présenter vos vœux à votre meilleur ami alors que les huissiers sortent à peine de chez lui avec les meubles.

Alors, que souhaiter pour 2012 à notre pays sans être hypocrite ou inconscient, sinon que lui souhaiter tout aille un peu moins mal et que quelques petits coins de ciel bleu apparaissent ici ou là.

La décision de vendredi dernier, je vous le dis très franchement et chacun pourra dire ce qu'il veut, que c'était attendu, que ce n'est pas vraiment une surprise, que ce ci que cela, moi en tous cas je vis cette perte du AAA d'abord comme une humiliation nationale. Une sorte de « juin 40 financier » où ce qui arrive est ce qui devait arriver, où tout un pays est d'un seul coup confronté à ses errements, à ses faiblesses, à ses échecs, où chaque responsable politique est renvoyé à son passé, à ce qu'il a dit ou fait ou à ce qu'il n'a pas dit et pas fait.

Quand la nouvelle est tombée, vendredi, je ne me faisais pas beaucoup d'illusions, compte-tenu de la campagne, mais j'espérais que la dignité et le sens des responsabilités de chacun prendrait le dessus. J'étais bien naïf. Ce week-end, j'ai trouvé les réactions politiques à peu près au niveau de celui d'une cour d'école.

« C'est pas ma faute, c'est la sienne ». « C'est pas moi qui a commencé, c'est lui ». « Ah moi madame, j'ai rien fait ». « Je leur avais dit, monsieur, ils ont pas voulu m'écouter ».

Heureusement, qu'il n'y a pas d'agences de notation pour le personnel politique !

Dans une telle situation, je ne dis pas que ce n'est pas inintéressant de comprendre comment on en est arrivé là et, le cas échéant, qui est responsable, mais je pense qu'aujourd'hui ce n'est pas l'essentiel et qu'en plus la réponse est tellement évidente qu'on n'a pas besoin d'y passer des heures.

Pas d'innocents. Pas de « responsables mais pas coupables ». Tout le monde est coupable et tout le monde est responsable. Ou au mieux complices.

Oui, je dis qu'il y a co-responsabilité et co-complicité de toutes celles et tous ceux qui ont exercé le pouvoir exécutif et législatif depuis 30 ans, qu'ils s'appellent Mitterrand ou Chirac, Hollande ou Sarkozy, Aubry ou Fillon, Mélenchon ou Bayrou, ceux qui assument leur passé ministériel et ceux qui tentent de le faire oublier pour s'ériger comme les candidats antisystème.

Puisqu'il n'y a pas d'innocents, est-ce bien utile d'instruire le procès des trente dernières années ? D'autant qu'on trouvera certes des légèretés, des insuffisances, des décisions lourdes de conséquences sur notre dette mais on trouvera aussi de vraies réussites, des mutations courageuses, des réformes utiles. A gauche comme à droite.

La crise de l'euro, c'est d'abord la crise des dettes nationales. Ce n'est pas l'euro qui est la cause de la situation actuelle, ce sont nos déficits cumulés depuis 30 ans. Pas un seul budget en équilibre depuis Raymond Barre en 1980 ! Alors, sortons des postures démagogiques qui font de l'euro un bouc émissaire quand la monnaie unique, au contraire, nous protège dans cette crise.

Dès le lendemain du sommet européen de décembre dernier, j'avais pointé la responsabilité gouvernementale refusant de tirer les conséquences de l'absence de croissance en 2012 qui provoque d'ores-et-déjà un déficit budgétaire supplémentaire de 10 à 15 milliards d'euros par rapport aux prévisions. J'avais immédiatement proposé un plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Mesdames et Messieurs,

Ne confondons pas non plus, pour des raisons électoralistes, la morale et l'économie. La France n'a pas péché, les Français ne sont pas des jouisseurs invétérés et nous n'irons pas en pèlerinage au Sacré Cœur pour expier nos fautes.

J'ai parlé de mon sentiment, vendredi, de juin 40 financier, alors dans ce cas soyons des « de Gaulle » pas des « Pétain ». Ayons l'esprit de résistance, pas celui d'abandon.

Ayons l'esprit de rassemblement pas de division.

Tournons-nous vers l'avenir et l'innovation, pas vers le passé et la nostalgie. Ayons tout de suite la volonté de reconquérir notre rang et notre place, pas la volonté d'instruire d'inutiles procès et encore moins de nier l'évidence.

Ainsi, je trouve absurde quand notre ministre des finances dit : « les agences de notation ne font pas la politique de la France ». Bien sûr qu'elles la font. Indirectement peut être mais elles la font, c'est certain. Et si on ne veut pas qu'elles la fassent, il ne faut pas être endetté jusqu'au cou.

Si on veut aller de l'avant je crois déjà qu'il faut chercher le positif dans la décision de vendredi plutôt qu'à la contester ou à en minimiser la portée.

Le premier point positif, je le vois en termes de pédagogie et de transparence. Maintenant, on ne peut plus tricher avec la vérité, on ne peut plus s'abriter derrière tel ou tel avis d'experts, ou telle ou telle polémique politicienne. Nous perdons notre AAA et nous le perdons parce que notre dette est élevée et surtout trop élevée en comparaison avec notre compétitivité et notre capacité à créer de la croissance.

Pour la présidentielle, j'y vois donc déjà un avantage : finies les propositions démagogiques comme les 60 000 postes d'enseignants supplémentaires. Finies les propositions hors sol comme la conversion immédiate aux énergies nouvelles. Place enfin aux solutions courageuses et aux agendas réalistes. Finies les petites phrases et place aux idées neuves.

C'est amusant d'ailleurs la vie d'une idée pendant une campagne.

Le jour de ma déclaration de candidature en Normandie, je propose les 37 heures de travail hebdomadaire en troisième pilier de notre redressement aux côtés des réductions de dépenses publiques et de plus de justice fiscale.

Applaudissements de la salle, silence des médias et de nos partenaires de la majorité. Pas même moyen de passer une tribune sur le sujet dans la presse. Et là tout à coup depuis 3-4 jours, tout le monde en parle de cette idée des 37 heures, le ministre du Travail, le Président de l'UMP, l'ancien Premier ministre candidat. Comme si tout à coup, certains avaient compris que l'élection se jouerait sur les idées. Donc, tant mieux, si grâce à vendredi les esprits évoluent.

Le deuxième point positif, c'est pour moi l'explication de la dégradation qui a été donnée le lendemain de sa décision donc le samedi par *Standard and Poors* dans sa note explicative. Que dit-elle cette note ? Elle dit que la dégradation vient bien sûr de notre maîtrise insuffisante des déficits publics, mais elle dit aussi que notre déclin vient surtout de nos problèmes de balances de paiement, c'est à dire du recul de notre compétitivité.

Qu'est-ce que cela veut dire ? D'abord, et je l'ai dit souvent, que notre politique de redressement des comptes publics ne peut se limiter à la RGPP. Sinon, on tue le malade en même temps qu'on lui administre la potion. Non, la lutte contre les déficits publics doit aussi se caler avec une politique en faveur des entreprises, pour limiter leurs charges, pour les aider à innover, pour faciliter leur transmission, pour les débarrasser des paperasseries et contrôles en tous genres.

En clair nous vivons trop à crédit et, ce qui est grave, et surtout, cet argent emprunté, nous l'avons utilisé pour payer notre fonctionnement quotidien, pas pour l'investissement, la production, la recherche.

Troisième point positif de mon point de vue sur cette dégradation, l'Europe n'est pas une option mais une obligation. Plus de fédéralisme, plus de gouvernance, plus de mises en commun de compétences nationales, et surtout un vrai mariage et pas les mariages blancs à répétition auxquelles nous avons assisté depuis des mois tout au long de ces pseudo sommets européens.

En fait, les Français sont un peu depuis vendredi dans la situation des juges du tribunal de commerce face à un sinistre d'entreprise. Il y a une faillite. Les juges sont confrontés à plusieurs plans de reprise pour éviter la liquidation pure et simple. Ils se penchent sur les dossiers avant de faire leurs choix. Quel est le plus sérieux ? Quel est le moins coûteux socialement ? Quel est celui qui propose le retour le plus rapide à meilleure fortune ?

Oui les Français devront juger qui sera le candidat le plus apte à reprendre et à redresser la France.

Alors moi je ne vais pas vous dire quel repreneur je choisirais mais en revanche je vais vous dire quels seraient mes critères de choix.

D'abord, il faut quelqu'un qui dise vraiment la vérité sur la situation. Qu'est-ce qui dérapé et pourquoi ? Est-ce que c'est l'Etat, la sécu, les collectivités locales ? Quels sont les problèmes principaux ? La retraite, les 35 heures, l'éducation, la santé ? Comment font les autres grands pays qui ont su redresser la barre ?

Ensuite, les Français ont droit à des propositions chiffrées de ce plan de redressement. Qu'est-ce qu'on garde ? Qu'est-ce qu'on supprime ? Quel sera l'impact sur l'emploi, sur la dette ? Qu'est-ce

qu'on demande comme effort, et à qui ? Les efforts sont-ils partagés et équilibrés ? J'ai pour l'instant été le seul à me livrer à cet exercice.

Troisièmement, je regarderais le calendrier. Trop court, ce ne serait pas crédible. Trop long il serait démotivant.

Dernier critère, quelle est l'équipe qui va mener le projet ? Un homme seul ou une équipe, des novices ou des gens expérimentés, des hommes courageux ou des « pilleurs d'épaves », des hommes de bien ou des ambitieux ? Seul dans son coin ou avec des partenaires européens ?

Dans ce contexte dessiné à coups de serpe, quelle est la situation politique actuelle ?

Pour certains, je ne vise personne au centre... on est vraiment dans la période du blanc. C'est bien beau de dire « les gens, ils votent pour des personnes pas sur des idées et des propositions, donc je serai au second tour ». Je commente l'actualité ; je ne propose rien ou presque. Cet exercice a ses limites et devant le tribunal de commerce, on n'arrive pas les mains vides et avec de beaux discours. On arrive avec une stratégie, des solutions et un budget prévisionnel.

Il y a celui qui est aux commandes et qui voudrait qu'on lui donne une nouvelle chance. Alors, il vient avec des tas d'idées nouvelles. On se demande toujours dans un tel cas de figure quelle est la part de convictions profondes et quelle est la part de calcul électoral. D'un côté, il reprend une à une toutes nos propositions du quinquennat, la réduction des cotisations sociales et la création d'une TVA emploi dans le cadre d'une politique économique et fiscale nouvelle faisant des PME notre priorité, l'autonomie des établissements scolaires, la taxe Tobin, la règle d'or. Tout ce qu'il a rejeté avec constance depuis quatre ans et qu'il reprend à trois mois du premier tour ; risquant de donner aux Français un sentiment de fébrilité et surtout leur rappelant la période qu'ils pensaient terminée des annonces quotidiennes et tout azimut qui leur donnaient le tournis.

Or, en ces grandes périodes d'instabilité et d'inquiétude, il faut au contraire par une pédagogie constante donner un cap qui donne un sens à l'action politique qui est menée.

Bien sûr, nous y sommes favorables, c'est clair. Je ne vais pas inventer qu'on est contre parce que c'est la campagne électorale. Et en même temps, comme beaucoup d'entre vous, j'ai une vraie peur, c'est que la précipitation dans laquelle tout cela est fait, le contexte de campagne électorale qui par définition est tout sauf un contexte d'écoute mutuelle et d'unité nationale, et bien oui j'ai peur que ces belles idées, ces idées importantes pour lesquelles on se bat depuis des années, qu'on les casse et qu'on ne puisse ensuite les remettre en œuvre avant bien longtemps.

Je le dis très clairement : certaines propositions sur la compétitivité de l'économie française, sur une politique économique et fiscale nouvelle, doivent faire l'objet du débat présidentiel et certainement pas de mesures prise à la hâte qui seront d'ailleurs sans effet car elles n'auront pas le temps de l'application.

Alors oui cette soudaine effervescence, elle m'inquiète pour nos idées. La TVA emploi, la taxe Tobin, la fluidité du marché du travail : oui ce sont de bonnes idées pour les 100 jours, pas pour les 100 jours d'avant mais pour les 100 jours d'après.

Précipitation soudaine mais aussi populisme. Je n'ai jamais vu une campagne aussi populiste. Je n'ai jamais vu une campagne prendre aussi mauvaise tournure.

On est dans un monde nouveau qu'on appelle la mondialisation, mais tout ce qui n'est pas « made in France » on n'en veut plus, les hommes comme les produits. Ça sonne bien à l'oreille. Le « consommer français », le « produire français », ça sonne bien, ça fait plaisir. Mais la vraie question est beaucoup plus brutale que cela. C'est comment fait-on de la France un pays économiquement performant ?

- Vous êtes étudiant, il faut être made in France dit M. Guéant.
- Vous êtes une voiture, il faut être made in France dit M. Bayrou.
- Vous voulez être soigné, il faut être made in France dit Mme le Pen.

Moi je dis stop à ce populisme.

Stop à cette dérive du « plus bleu blanc rouge que moi, tu meurs ». On sait comment ça commence ces propositions, on sait aussi comment malheureusement ça peut finir. Cette France des candidats Dupont la joie, ce n'est pas ma France et je sais que je ne suis pas seul à le penser. J'en ai assez de ces surenchères populistes.

Les trois personnalités préférés des Français, Noah, Zidane, Omar Sy, vous croyez qu'ils sont totalement made in France ?

Moi je vous le dis ce sont de mauvais combats qui sont mis sur la table en ce moment et en plus ce sont des combats dangereux pour notre démocratie et notre société.

Bien sûr les Français sont inquiets. Qui oserait dire le contraire. Mais devant les difficultés et les risques, ce ne sont jamais les lignes Maginot qui protègent. Nous avons assez payé pour le savoir.

- Ce qui protège, c'est d'être mobile, ce n'est pas de se cacher derrière un mur.
- Ce qui protège c'est d'être innovant, ce n'est pas de bloquer les frontières.
- Ce qui protège, c'est de regarder devant, ce n'est pas de célébrer en permanence Jeanne d'Arc, François Mitterrand ou je ne sais qui encore.

Alors oui, il y a quelques semaines, j'ai décidé d'être un de ces candidats à la reprise de la maison France. Je savais bien que ce serait difficile.

Et je vais vous dire, quelles que soient les difficultés, les coups de couteau permanent, l'absence de solidarité et de solidité, je ne le regrette pas une seule seconde. Bien sûr

Bien sûr on doit supporter toutes ces petites trahisons quotidiennes, bien sûr on doit subir le mépris et l'arrogance de ceux qui ne savent flatter que les puissants, mais tout cela n'est rien à côté de ce qu'une campagne apporte en positif. Les déplacements aux quatre coins de la France,

les visites d'usines, les innovations sociales, les centres de recherche, les expériences en matière d'éducation, les nouvelles filières agricoles, les énergies de demain. Toutes ces initiatives qui montrent qu'une part de la transformation du pays viendra des Français et non du sommet et qui sont surtout facteur d'optimisme sur notre capacité à nous redresser.

Deuxième chose fantastique, c'est le fait d'exprimer ses idées dans les medias, en tous cas quand on peut.

Vous les entendez, vous, en ce moment ceux qui ne sont pas candidats, Borloo ? Disparu. Hulot ? Disparu. DufLOT ? Disparue. Montebourg ? Disparu.

Disparus ou cantonnés au rôle de dircom comme Manuel Valls ou de porte-flingues comme tous les bons soldats de l'UMP.

Alors je sais, certains dans mon parti auraient voulu que je m'abstienne. Ceux-là, comme les chauves-souris, ils n'aiment pas trop la lumière et l'air du dehors.

- Ils préfèrent les tractations secrètes, les conciliabules et les discussions derrière des portes.

- Ils aiment leur parti mais pas autant que leurs circonscriptions.
- Ils aiment les militants mais pas autant que leur conseil général.
- Ils aiment les idées mais pas autant que leur portefeuille ministériel.

Ce qu'ils font, ce n'est pas ma conception de la politique. Moi la politique je la fais à ciel ouvert, je la fais au vu et au su des Français, je la fais dans la vérité et la transparence.

Je suis heureux de porter les idées sur lesquelles nous avons travaillé avec les élus et les militants pendant plus d'un an. Je suis heureux de les expliquer, de les confronter, de les améliorer au fil de nos rencontres.

La campagne est dure. Ce qui arrive, j'en étais prévenu et je vous avais prévenus. Je savais que rien ne me serait épargné. Les pressions de l'Elysée sur tous nos élus, le mépris des grands éditorialistes pour les petits candidats et leurs révérences pour les puissants, oui tout cela je le savais. Le confort, c'était de s'abstenir. Le devoir, c'était de se présenter.

Le paysage politique est à l'image de notre société. Incertain, mouvant, impitoyable avec les faibles, en permanence dans le rapport de forces. Que se passera-t-il au lendemain du second tour ? Qu'arrivera-t-il à l'UMP si Nicolas Sarkozy échoue ? Qu'arrivera-t-il au centre si François Bayrou rallie François Hollande ? Quelle sera la stratégie du Front National s'il n'obtient ni second tour ni députés en juin 2012 ?

Je n'ai pas la réponse à ces questions mais je sais qu'elles se poseront. Inéluctablement. Et je sais que nous devons être présents et surtout solides quand les vagues déferlent sur les rivages.

Je sais bien que c'est la période des soldes mais moi je n'ai aucune envie de solder notre parti, ses élus, ses militants et ses valeurs. Certains, chez nous, ont commencé à le faire, l'un au Président de la République, l'autre à François Bayrou, c'est dire la cohérence de leurs critiques à mon égard et leur confiance dans notre parti.

Mais aujourd'hui, peu importe mon sort personnel. Ce qui m'importe comme j'en suis sûr à l'ensemble des Français c'est le redressement de notre pays. Je suis et je reste optimiste mais un optimisme d'unité et de volonté.

La France se relèvera comme elle s'est toujours relevée des épreuves beaucoup plus terribles qui ont jalonné son histoire.

J'y crois parce que le couple franco-allemand montre une vraie solidité dans la crise et que rien de grand et de profond en Europe ne peut se construire sans lui.

J'y crois parce que sur le terrain je vois des Français qui ne se résignent pas au déclin, des français qui voient bien que le chemin à prendre, c'est celui de l'Allemagne, et pas celui de la Grèce ou de l'Espagne.

J'y crois enfin parce que nous avons la chance, et c'est une exception en Europe, d'être un pays jeune démographiquement. C'est un atout immense à condition de faire un peu plus confiance à notre jeunesse et surtout dans nos têtes d'être parfois un peu moins vieux.

Un jour peut-être on se souviendra alors que c'est un 13 janvier 2012 comme ce fut le cas un 18 juin 1940 que tout a commencé, et que l'espoir est revenu car la France est à son heure de vérité.

Je vous remercie.